

Lutte de classe

Les appareils du PT, de la LCR et de LO au chevet de la Ve République

Première partie

Vous avez sans doute pris connaissance des candidats mandatés par les directions du PS ou du PCF soutenus par le PT, la LCR ou LO lors des prochaines élections municipales, sans oublier accessoirement le MRC, les Verts ou des bourgeois dénommés « *républicains* » pour l'occasion.

Chacun a à l'esprit que ces élections vont se dérouler dans un contexte particulier, moins d'un an après l'élection de Sarkozy qui a entrepris à marche forcée la destruction de tous nos droits et acquis sociaux et démocratiques avec le soutien sans faille de l'ensemble des appareils des syndicats.

Chacun a à l'esprit la crise actuelle qui secoue le capitalisme mondial et qui devrait aller en s'amplifiant dans les mois qui viennent, dont le prolétariat est la principale victime.

Chacun a également à l'esprit la mobilisation croissante des travailleurs revendiquant des augmentations de salaire ou combattant des plans de licenciements à travers tout le pays.

Sarkozy a déjà indiqué qu'il ne fléchirait pas et qu'il appliquerait la totalité de son programme antisocial.

Comment peut-il afficher une telle assurance, alors que les commentateurs bourgeois prédisent une défaite cuisante de l'UMP aux élections municipales ?

Comme chacun sait, le PS participe au gouvernement Fillon et à plusieurs commissions mises en place par Sarkozy, ainsi qu'à une cinquantaine de comités aux côtés de l'UMP et de l'UDF.

Comment l'*Hebdo*, le magazine du PS peut-il titrer cette semaine : *Les Français ont besoin de la gauche* ?

Pour comprendre, il faut relier ces deux questions au titre de cet article.

Le PS à gauche ? Comment ce parti qui combat le prolétariat aux côtés de Sarkozy peut-il encore oser se dire de gauche ? A quel point il faut être naïf ou ignorant pour le croire, mais c'est une autre affaire.

Les alliances de circonstances qu'ont passé certains de ses candidats ou certaines de ses sections avec le PT, la LCR, LO ou le PCF lui servent de caution politique pour se prétendre à gauche, il ne faut pas chercher plus loin. Tous ces partis se moquent bien qu'ailleurs le PS présente des listes où figurent des membres de l'UMP ou du Modem.

Maintenant à qui profite le crime demanderez-vous ? La réponse est facile à trouver : à Sarkozy !

Partant du fait que la défaite de l'UMP est quasiment acquise à ces élections, dans les derniers sondages Sarkozy ne recueille plus que 38% d'avis favorables, et 58% des personnes interrogées ont exprimé leur désaccord avec la politique du gouvernement Fillon-Kouchner, c'est le premier fait.

Sarkozy affaibli ne peut pas se passer du soutien du PS, donc à défaut de remporter les élections, si le PS s'en tire bien, tant mieux, au moins une des ailes du gouvernement aura résisté, Sarkozy pourra toujours l'interpréter comme un plébiscite en faveur de sa politique réactionnaire, ce que les médias ne manqueront pas de relayer en boucle dès l'annonce des résultats, c'est le second fait. Et si le PS remporte une victoire grâce au soutien du PT, de la LCR et de LO, leur collusion avec un parti bourgeois qui participe au gouvernement sèmera davantage le trouble dans leurs rangs et les affaiblira d'autant puisque aucun d'entre eux n'a finalement de perspective politique à proposer aux travailleurs, leur crédibilité en prendra un sérieux coup au passage.

Pour Sarkozy et Hollande, l'essentiel est à tout prix de tenir le cap des contre-réformes et d'empêcher une éruption violente et incontrôlable des masses sur la scène politique, en ce sens il était inespéré que les appareils du PT, de la LCR et de LO leur donne un coup de main.

On mesure ici la portée frauduleuse du mot d'ordre « *battre la droite* » de la LCR et de LO, ou encore la soi-disant indépendance politique du PT vis-à-vis du gouvernement et des institutions, du régime capitaliste.

Finalement quelle aubaine, en s'associant au PS, il vole au secours de Sarkozy et permette au PS de se faire passer pour un parti de gauche, un parti ouvrier, pour tenter une nouvelle fois de tromper les travailleurs sur la nature de ce parti comme ils le font si bien depuis un demi-siècle.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes, ils savent très bien depuis belle lurette qu'ils n'ont rien à attendre du PS ou du PCF.

Il y a une semaine, j'ai demandé à un ex-militant du PCF si en 1981 les militants de son parti et les travailleurs avaient voté Mitterrand ou Marchais en pensant qu'ils allaient rompre avec le capitalisme ou même seulement avancer sur la voie de la rupture avec le capitalisme. Il m'a répondu : « *tu rigoles ou quoi, personne n'y croyait, on voulait foutre dehors Giscard c'est tout. Bien avant 81 plus aucun militant ne croyait plus à un changement radical de politique, tout au plus on espérait une amélioration de notre sort. Même 20 ans plus tôt quand j'ai adhéré au PCF on n'y croyait plus, s'ils avaient dû rompre avec le capitalisme, ils en avaient eu l'occasion entre 1945 et 1958.* ».

Dès lors, comment peut-on imaginer un seul instant que la défaite de l'UMP aux élections municipales servira la cause des masses ? Réponse : de la même manière que le non du 29 mai 2005. Le lendemain les uns et les autres s'arc-bouteront pour soutenir le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, ce qui n'empêchera pas les grèves de se poursuivre ou d'éclater, mais sans perspective politique, il sera impossible à la classe de se mobiliser pour abattre le régime.

Deuxième partie

La question fondamentale que nous avons à régler est d'aider les masses à prendre conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions qui défendent ses intérêts. Que leurs intérêts fondamentaux y soient opposés, c'est une chose, mais de là à prétendre qu'elles en auraient conscience en est une autre, et entre les deux un gouffre existe qui ne peut être comblé que pas à pas au cours de la lutte des classes, lorsque la classe se mobilise, encore faut-il lui indiquer clairement où se situe son ennemi, quelle est sa nature, ce qui nécessite que le parti se situe lui-même sur une ligne politique claire débarrassée de toutes traces de collusion avec le régime et les appareils traîtres du mouvement ouvrier, ce qui n'est manifestement pas le cas aujourd'hui (comme hier).

Comment voulez-vous que les travailleurs et les militants s'y retrouvent lorsqu'on leur demande de soutenir une liste d'unité emmenée par un membre du PS sur un programme, alors que le parti dont il est membre met en pratique quotidiennement le programme de Sarkozy ? Sordide, cynique, non ?

Il y a en permanence une confusion entre le niveau de conscience politique des masses, masses très hétérogènes d'ailleurs, et le niveau de conscience des militants révolutionnaires. Ceux-ci leur prêtent volontiers un niveau de conscience qu'elles n'ont pas, d'où des intentions qu'ils leur prêtent et qui leur sont étrangères.

Les appareils des partis du mouvement ouvrier s'emploient régulièrement à jouer de cette confusion pour tromper leurs militants sur les réelles intentions de leurs dirigeants et sur la nature sociale de la politique qu'ils mettent en oeuvre.

Dire par exemple « *les masses veulent en finir avec les institutions et le régime* » est une vue de l'esprit (hier comme aujourd'hui), une projection sur les masses de notre propre conscience politique. Quelle est l'origine de cette interprétation erronée de la réalité, quelles en sont les conséquences ?

La formule correcte devrait être au choix : nous voulons en finir avec le régime, les intérêts des travailleurs coïncident avec le combat pour en finir avec le régime ; le combat des travailleurs s'inscrit dans la perspective de la nécessité d'abattre le régime, mais nous ne sommes pas encore rendus à cette étape, nous en sommes à celle de la construction du parti pour aider le prolétariat à avancer dans cette voie. Vous saisissez la différence ?

Cette interprétation montre à quel point ces partis ne partent pas de l'état d'esprit des masses ou qu'ils ne l'intègrent pas, qu'ils en sont coupés, c'est le premier point. On pourrait ajouter que le prolétariat ne les intéresse pas ou accessoirement.

Leurs politiques sont déterminées par des intellectuels qui ne sont pas en contact avec la classe ouvrière, car dans le cas contraire, un ouvrier leur dirait : « *mais d'où sortez-vous tout ça, personne ne pense comme cela dans mon atelier, sur mon chantier...* », ce qui forcerait ces intellectuels à revoir sérieusement leur copie.

Ces partis veulent à tout prix parvenir à des résultats concrets dans le cadre du régime capitalisme (les élections municipales de 2008 en sont une caricature), ce qui correspond à leur nature réformiste, alors que notre travail de militant révolutionnaire devrait être d'aider la conscience de classe du prolétariat à

progresser, ce qui réclame détermination, persévérance et patience, des qualités essentiels qui manquent aux dirigeants de ces partis.

Par exemple, on devrait expliquer aux masses que leur soutien à une liste révolutionnaire ne changera absolument rien sur le plan politique dans l'immédiat, mais qu'elle constituera le premier acte sur la voie de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, les institutions et le régime, condition indispensable pour la satisfaction de l'ensemble de nos revendications, au lieu de cela, on leur dit exactement le contraire ou autre chose : votez pour nous, demain l'eau sera remunicipalisée sans que l'on sache si le prix du m³ d'eau sera diminué, peut-être faudra-t-il diminuer le salaire des employés municipaux pour y parvenir, qui sait ? sans que le prolétariat soit appelé à ce mobiliser contre le gouvernement, sans l'organiser dans cette perspective politique.

Les dirigeants du PT, de la LCR et de LO ont cessé depuis longtemps de se battre sur la base du programme de la révolution prolétarienne. Mais les difficultés rencontrées pour construire un parti sur la base de ce programme ne provenaient-elles pas d'une incapacité récurrente de leurs dirigeants à analyser correctement la situation, notamment les rapports entre les classes et plus particulièrement à l'intérieur des classes ? Indirectement, ces partis reportent sur le prolétariat leur propre incurie politique en les jetant en pâture au PS (et au PCF). Si le parti combattait pour abattre le régime, pour prendre le pouvoir, peut-être serait-il crédible, mais tel n'est pas le cas.

Ces partis agissent en flanc gauche des appareils pourris du mouvement ouvrier sur une base trade-unioniste ou de front populaire. Les mots d'ordre de gouvernement PS-PCF, de gouvernement des partis ouvriers en est une triste illustration. Le PS et le PCF n'ont aucune crédibilité auprès des masses qui les connaissent parfaitement bien. Donc tout parti qui lance un mot d'ordre en leur direction n'a pas davantage de crédibilité, et il peut y ajouter les réserves qu'il veut, cela ne change rien à l'idée que s'en font les masses : ils roulent pour le PS et le PCF, point.

Comment faire confiance à un parti qui appelle le PS et le PCF à former un gouvernement alors que les masses ont fait l'expérience à de multiples reprises de leur trahison ? S'il s'agit de « peser » sur le cours des choses, vaut mieux encore adhérer au PS dont l'influence est plus importante qu'un parti dont l'existence demeure marginale, non ? Pas plus que les masses nous ne devons souhaiter l'arrivée au pouvoir de ces partis traîtres à la cause du prolétariat. Cela explique en partie pourquoi le PT, la LCR et LO n'ont jamais pu construire le parti et qu'ils soient dégénérés.

Une confusion peut en cacher une autre.

Dans une autre situation, une fois la crise révolutionnaire ouverte, pour sauver les institutions et le régime, il paraît évident que le PS et le PCF (et leurs alliés centristes) monteront en première ligne pour faire barrage à la révolution et formeront un gouvernement de front populaire, mais ce gouvernement n'aura pas été appelé directement par les masses, c'est la bourgeoisie qui de concert avec les appareils de ces partis prendra cette initiative qui inconsciemment obtiendra l'aval des masses. Si à cette étape les masses soutiennent ce gouvernement, ce qui semble inévitable, en aucun cas nous n'aurons à le soutenir, on devra en dénoncer et combattre la nature contre-révolutionnaire en nous plaçant aux côtés des masses en reprenant leurs revendications sur le mot d'ordre rompez avec le capitalisme, appelez la classe ouvrière à prendre le pouvoir, sur la base du programme de la révolution socialiste...

La formation d'un gouvernement bourgeois auquel participerait le PS et le PCF, d'accident de l'histoire pratiquement incontournable mais non souhaité, il est devenu une nécessité historique, voilà le tour de passe-passe auquel se livre les partisans du front unique.

Dans une situation qui n'a rien de révolutionnaire, s'en remettre au PS ou au PCF (pétition, délégation, adresse, vote « utile » pour « battre la droite »), c'est livrer les masses aux appareils traîtres afin de cadenciser par avance toute irruption des masses sur la scène politique. Faut-il rappeler qu'entre 1981 et 1989, le taux de syndicalisation en France a chuté de 50% ? En vain, car les conditions objectives (le chômage, la précarité, la pauvreté...) seront plus fortes que toutes les combinaisons des appareils...

Bien entendu, il ne s'agit pas d'ignorer ces partis (le PS et le PCF), c'est l'attitude des gauchistes et des anarchistes, il faut combattre ces partis en montrant pas à pas leur attachement à l'ordre établi qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'abattre. Il faut mettre en lumière leur double langage, leur démagogie qui n'a pour fonction que de tromper les travailleurs pour assurer la pérennité du capitalisme, au lieu de vouloir les utiliser d'une façon ou d'une autre qui ne peut avoir comme résultat que faire naître ou entretenir des illusions dans ces partis.

Au bout de près d'un siècle de trahisons, c'est très facile de montrer que ce sont des partis pourris jusqu'à la moelle, ils ont commis ou supporté tellement d'horreurs. Une brochure de 4 pages suffirait amplement à le prouver en reprenant les faits les plus caractéristiques. Pourquoi aucun parti (PT, LCR, LO) n'a édité à ce jour un tel document ? Parce qu'ils s'encanaillent avec leurs appareils depuis des décennies, c'est simple à comprendre. Et au-delà, parce que finalement ils n'ont aucune autre perspective politique à proposer aux travailleurs en dehors du front populaire.

Dans un document des années 90 dont je ne fournirai pas les références pour ne pas ajouter une polémique inutile, j'ai relevé le passage suivant :

« (...) PS, parti ouvrier-bourgeois ; les masses veulent l'utiliser dans leur combat contre la bourgeoisie mais il applique une politique prenant en charge la défense du capitalisme. » (A propos du congrès de Rennes du PS)

Voilà sur quelle supercherie repose le front unique : « *les masses veulent* », non, elles n'ont pas d'autres choix, d'ailleurs ne s'emploie-t-on pas à leur expliquer depuis 1945 qu'elle n'ont finalement pas d'autre alternative qu'un gouvernement du PS-PCF, un gouvernement des partis ouvriers, une Assemblée constituante dominée par le PS, le MRC et le PCF plus d'autres débris de partis bourgeois... Au lieu d'aider les masses à se détacher de ces partis, on les jette dans leurs bras dès que l'occasion se présente. Les masses votent en grand nombre, elles sont disciplinées, elles utilisent les outils à leur disposition pour s'exprimer dans le cadre des institutions antidémocratiques, mais en aucun cas elles soutiennent ces partis, le nombre squelettique de leurs adhérents suffi à le prouver.

Les masses veulent une autre politique, ce n'est pas la même chose. Les masses ne veulent plus du pouvoir en place, mais elles ne veulent pas davantage du PS et du PCF. C'est un énorme mensonge que de vouloir à tout prix nous faire croire le contraire. Jack Lang l'a dit ouvertement en 2004, les électeurs ont voté « *contre* » le gouvernement, mais ils n'ont pas voté « *pour* » le PS. C'est clair, net et précis. Il faut être d'une patience à toutes épreuves pour supporter plus longtemps les balivernes des uns et des autres qui attribuent aux masses des illusions dans le PS ou le PCF.

Les masses savent ce qu'elles ne veulent plus, mais elles ne savent pas exactement ce qu'elles veulent, si elles le savaient spontanément, il ne serait pas nécessaire de construire un parti révolutionnaire pour prendre le pouvoir.

Quand une partie des masses votent UMP ou UDF, évidemment elles ne savent pas trop ce qu'elles font, mais par contre, quand elles votent PS, elles le savent forcément, voilà encore le genre de sornettes que l'on nous sert. Au fait, quand elles votent PS, elles savent quoi au juste ? Elles savent pertinemment que le PS ne rompra jamais avec le capitalisme sinon il l'aurait fait quand il était au pouvoir entre 1945 et 2002, non ? Oui, mais elles ont quand même des illusions dans le PS, quand bien même elles n'en auraient pas il faudrait qu'on leur en trouve, c'est indispensable pour maintenir le mot d'ordre de front unique : gouvernement des partis ouvriers, pour soutenir la thèse sulfureuse selon laquelle le PS serait encore un parti ouvrier. Car sans illusion, catastrophe, plus de parti ouvrier. Donc cultivons l'illusion des illusions dans le PS...

Quelqu'un a dit que la politique avait horreur du vide, donc quand les masses ne votent pas UMP-UDF, elles votent PS-PCF, voilà sur quel subterfuge repose le front unique en direction de ces partis : le vide politique qu'entretennent savamment les uns et les autres. Ce vide étant bouché, il faut bien lui donner un contenu, alors ils expliquent que les masses ont des illusions dans le PS et la boucle est bouclée, cela paraît tellement plausible que personne ne trouve rien à redire à cette interprétation erronée.

J'avais entrepris la critique de la suite de ce document, mais je pense que ce n'est pas nécessaire de la faire figurer ici.

Si les révolutionnaires s'en tenaient à leur programme et leur drapeau, ils n'auraient pas besoin de se draper dans celui du réformisme. Pour être crédible et inspirer confiance, il faut être relié en permanence à l'objectif que l'on poursuit et ne pas en dévier dès que le vent tourne ou souffle dans le sens contraire.

Le point commun entre le PS, le PCF, le MRC, le PRG, les Verts, le PT, la LCR et LO, c'est qu'aucun de ces partis ne dit aujourd'hui que Sarkozy est illégitime. D'où tire-t-il sa légitimité sinon de la constitution de la Ve République, n'est-il pas le pilier principal des institutions ? En ne le disant pas, ils soutiennent chacun à leur façon le gouvernement, les institutions et le régime. Nous sommes face à une union nationale élargie qui ne veut pas dire son nom, contre le prolétariat et sa jeunesse.

A bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner : dehors !

A bas la collaboration de classes !

Pas une voix pour les candidats des partis qui participent au gouvernement ou ceux qui les soutiennent !